

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE - INSTALLATIONS D'ALIMENTATION
SANS INTERRUPTION, DIT « ONDULEURS », A DESTINATION D'USAGES
INFORMATIQUES ET MEDICAL

CONSULTATION 25NOVO16

HOPITAL NOVO
6 Avenue de l'île de France
95300 PONTOISE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
2 - Pièces contractuelles	4
3- Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	4
3.1 - Rappel des obligations du titulaire	4
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction	5
3.3 - Obligation de résultats	5
3.4 - Obligation de moyens	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Délai d'exécution	6
6 - Prix.....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
6.3 - Clause butoir	7
6.4 - Clause de sauvegarde	7
6.5. Incidence des modifications de la consistance des équipements et installations....	7
7 - Garanties Financières.....	7
8 - Avance.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	9
9.5 - Paiement des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - clause environnementale.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications	10
12.2 - Décision après vérification	11
13 - Garantie des prestations.....	11
14 - Maintenance.....	11
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
16 - Pénalités	11
16.1 - Pénalités de retard	11
16.2 - Pénalités pour manquements aux obligations d'exécution	11
16.3 - Pénalité pour travail dissimulé	12
17 - Assurances	12
18 - Résiliation du contrat.....	12
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
19 - Règlement des litiges et langues	13
20 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE - INSTALLATIONS D'ALIMENTATION SANS INTERRUPTION, DIT « ONDULEURS », A DESTINATION D'USAGES INFORMATIQUES ET MEDICAL.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieux d'exécution :

site de Pontoise : 6 avenue de l'Île-de-France 95300 PONTOISE

site de Beaumont : 25 rue Edmond Turcq 95260 BEAUMONT-SUR-OISE

site des oliviers : route de Noisy 95260 Beaumont sur oise

site de Magny-en-Vexin : Site de Magny - 38, Rue Carnot 95420 Magny en Vexin

site de Marines : Site Jean-Baptiste Cartry - 10, Boulevard Gambetta 95640 Marines

site de Domont : CMP Adulte/Enfant - 9, Allée Normande 95330 Domont

site d'Aincourt : Parc de la Buaille 95510 Aincourt

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour cause d'indissociabilité des prestations.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour un montant estimatif de 520 000,00 euros HT maximum de 1 000 000,00 euros HT et est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront émis par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

A réception de la commande, le titulaire effectuera les contrôles nécessaires afin de vérifier si les informations qui y figurent sont conformes aux dispositions contractuelles, notamment celles relatives aux spécifications des prestations. A défaut d'un signalement d'objection à la commande, dans les quarante-huit (48) heures, à compter de sa réception, celle-ci sera considérée comme admise sans réserves par le titulaire.

Cas spécifique des demandes de maintenance en urgence :

Les interventions correctives ou prestations en niveau critique élevé qui, seraient rendues incompatibles avec les délais de mise en œuvre et de transmission des commandes en situation non-critique, nécessitent la mise en place d'un dispositif particulier accepté des cocontractants.

En cas de besoin, le responsable technique habilité de l'Hôpital NOVO demandera une intervention. La demande mentionnera les données minimales nécessaires à l'information du titulaire. Dès réception et enregistrement dans la base de recensement des appels du titulaire, celui-ci devra engager ses ressources sur la base des informations mentionnées dans l'ordre de service, selon les délais convenus en fonction de la situation critique décrite.

Post-intervention, les éléments complémentaires relatifs au détail de l'intervention (nature de la maintenance, nature et étendue des pièces détachées remplacées, durée effective de maintenance...), tels que mentionnés dans le bon d'intervention, seront pris en compte pour l'établissement en régularisation de la commande.

La signature du bon d'intervention par le responsable technique habilité vaut validation du service fait. La rédaction d'un devis de régularisation et l'édition du Bon de commande correspondant par l'établissement s'entend uniquement dans le cas décrit à l'article 2 du CCTP.

2 - Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre des prescriptions des pièces constitutives du marché, l'ordre ci-dessous permet de déterminer la prescription applicable.

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - L'annexe 3 - Annexe financière (DPGF et BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - L'annexe 1 - Gamme Mini
 - L'annexe 2 - Descriptif général
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique
- L'annexe RGPD

3- Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

3.1 - Rappel des obligations du titulaire

L'Hôpital NOVO confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer

le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

3.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

3.3 - Obligation de résultats

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat qui vise :

- Le respect des engagements et exigences de performances formulés au contrat (continuité de service, fiabilité, maintenabilité, disponibilité, sécurité...) ;
- La garantie du respect des obligations réglementaires et normatives dans tous les travaux et prestations ;
- La qualité des travaux et prestations ;
- Le respect des engagements d'heures de maintenance préventive (taux de service) ;
- Le respect des engagements de délais selon les niveaux critiques ;
- La minimisation des durées d'indisponibilité des équipements et installations ;
- L'adaptation des ressources opérationnelles et humaines notamment pour couvrir les risques et évènements critiques ;
- L'obligation générale de sécurité.

S'agissant du respect des termes du contrat, le titulaire doit mener les travaux et prestations à leur terme en déployant pour se faire tous les moyens nécessaires, y compris s'il est nécessaire d'adapter les ressources à la résolution d'un éventuel retard. Le titulaire doit en outre s'assurer de la conformité des travaux et prestations avec le contrat et les dispositions réglementaires en vigueur.

S'agissant de la qualité des travaux et prestations et l'obtention d'objectifs de performance et de continuité de service, cette obligation de résultat du titulaire implique de sa part une double responsabilité.

- D'une part, le titulaire est tenu à l'adéquation des procédés et de la méthodologie interventionnelle en conformité avec les dispositions réglementaires. A ce titre le titulaire sera responsable de l'impropriété ou l'insuffisance des procédés et/ou des /pièces détachées/outillages utilisés.
- D'autre part, le titulaire est tenu de respecter les règles de l'art, les règles DTU et les normes DTU pour toutes les travaux et prestations.

Dans l'exécution du marché le titulaire ne pourra dégager sa responsabilité vis-à-vis du l'Hôpital NOVO qu'après avoir prouvé que le dommage résulte exclusivement d'une faute ne lui étant pas imputable ou de la survenance d'un cas de force majeure.

3.4 - Obligation de moyens

Le titulaire est tenu à une **obligation de moyens** dans le cadre des prestations de maintenance préventive et corrective des onduleurs installés sur les sites de l'HOPITAL NOVO.

À ce titre :

1. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, matériels et organisationnels nécessaires pour assurer le maintien en bon état de fonctionnement des onduleurs, conformément aux prescriptions du marché ;
2. Le titulaire doit mobiliser :
 - du **personnel qualifié** et formé aux technologies des onduleurs concernés ;
 - les **outils de diagnostic** et de mesure appropriés ;
 - la **documentation technique** des équipements ;
 - les **véhicules, matériels de sécurité et équipements** nécessaires à l'intervention.
3. Le titulaire mettra en œuvre :
 - les **opérations de maintenance préventive** définies dans le CCTP ;
 - les **interventions correctives** dans les délais contractuels, après signalement d'une panne.
4. Le titulaire n'est pas tenu à une obligation de résultat quant au fonctionnement continu des onduleurs si ceux-ci ne sont pas utilisés dans leurs conditions nominales. Et il doit **justifier à tout moment** de l'ensemble des moyens mis en œuvre pour :
 - réduire les risques de panne,
 - diagnostiquer les dysfonctionnements,
 - remettre l'équipement en service dans les meilleurs délais prévus au marché
5. En cas de défaillance persistante, le pouvoir adjudicateur pourra exiger du titulaire :
 - la démonstration des moyens réellement mobilisés,
 - la justification des travaux menés,
 - et, le cas échéant, la mobilisation de moyens supplémentaires pour respecter ses obligations contractuelles.
6. Le non-respect de cette obligation de moyens pourra entraîner l'application des **pénalités**, sans préjudice des autres recours prévus au marché.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois ferme à compter de la date de notification du contrat, renouvelable 3 fois 12 mois, soit une durée totale de 48 mois.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Délai d'exécution

Selon les dispositions particulières prévues au CCTP pour les différents cas de maintenance et prestations sur ordre de service.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés être ferme la 1ère année et révisable à compter de la 2ème année. La révision sera appliquée à la date anniversaire du contrat, sur la base des indices provisoires avec régularisation dès parution des indices définitifs. La demande de révision de prix doit être transmise 2 mois avant la date anniversaire du contrat.

La formule retenue sera la suivante :

$$P = P_0 0,150 + 0,850 * (BT47)$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé

P₀ : Prix initial : initial pour la première révision, précédente pour les révisions suivantes

BT 47 : Indice Electricité - Identifiant 001710979 - base 100 en 2010

L'indice BT47 0 désigne l'indice de départ de la révision

L'indice BT47 1 désigne l'indice d'arrivée de la révision

L'indice BT47 1 désigne l'indice d'arrivée de la révision

6.3 - Clause butoir

L'application de la présente clause de révision ne peut entraîner une variation à la hausse des prix supérieur à 3 % par rapport au prix consentis pendant les 12 mois précédent la révision.

6.4 - Clause de sauvegarde

L'évolution des prix unitaires est encadrée par le calcul des indices et des index mentionnés à l'article 6.2 ci-avant. Toutefois, si les prix venaient à évoluer dans une proportion supérieure à 2 %, l'Hôpital Novo se réserve la possibilité de mettre fin au marché.

6.5. Incidence des modifications de la consistance des équipements et installations

Si des nouveaux équipements ou installations doivent être pris en charge, le prix forfaitaire de maintenance préventive sera modifié par voie d'avenant. Le montant supplémentaire sera déterminé soit par assimilation à un équipement ou installation déjà couvert ou à défaut, après détermination conjointe d'un montant en fonction de la gamme de maintenance et de la gamme de maintenance à assurer.

Si des équipements ou installations sont supprimés, le prix forfaitaire de maintenance préventive sera modifié par voie d'avenant. Le nouveau montant sera diminué de sa valeur de maintenance ou au prorata de la date de retrait par rapport à la périodicité concernée.

Ce délai ne fait obstacle à l'obligation de maintenance du nouveau matériel par le titulaire.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1- La date d'émission de la facture ;
- 2- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26950015300011
- Code service : SERV_TECH_TRAV_CDE

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. (article R.2192-11 du CCP)

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir, à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

site de Pontoise : 6 avenue de l'Île-de-France 95300 PONTOISE
site de Beaumont : 25 rue Edmond Turcq 95260 BEAUMONT-SUR-OISE
site des oliviers : route de Noisy 95260 Beaumont sur oise
site de Magny-en-Vexin : Site de Magny - 38, Rue Carnot 95420 Magny en Vexin
site de Marines : Site Jean-Baptiste Cartry - 10, Boulevard Gambetta 95640 Marines
site de Domont : CMP Adulte/Enfant - 9, Allée Normande 95330 Domont
site d'Aincourt : Parc de la Bucaille 95510 Aincourt

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Période de préparation

La prise d'effet du marché est subordonnée à une période de préparation. Au cours de cette période, il sera notamment procédé :

- A une visite préparatoire pour prise de connaissance des sites, des équipements et installations et des conditions d'intervention (conjointe) ;
- A la définition des mesures et dispositions pré-interventionnels telles que précisées au cahier des charges (conjointe) ;
- A la communication de la procédure d'appel d'astreinte (titulaire) ;
- A la mise en place éventuelle de stocks (conjoint) ;

- A l'inventaire et à la prise de connaissance de la documentation d'exploitation et de maintenance disponibles et des données historiques des équipements et installations (conjoint) ;
- A la prise de connaissance des rapports de vérifications réglementaires (titulaire) ;
- A la préparation du planning de maintenance préventive (titulaire) ;
- A la communication des procédures (titulaire) ;
- A l'actualisation des gammes de maintenance et modes opératoires (conjoint) ;
- A la communication des prérequis à la mise en place d'un système GMAO ou FMAO (conjoint) ;
- A la signature du plan de prévention (conjoint) ;
- A l'organisation de l'audit technique initial (titulaire) ;
- Non exhaustif....

11 - clause environnementale

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de maintenance des onduleurs dans le respect des exigences environnementales suivantes :

1. **Gestion des déchets**
 - Les batteries usagées, composants électroniques et autres déchets issus des interventions sont retirés du site et confiés à une **filiale agréée**.
 - Le titulaire transmet à l'acheteur, sous 15 jours, les **bordereaux de suivi des déchets (BSD)** ou équivalents justifiant du traitement conforme.
2. **Optimisation de la durée de vie des équipements**
 - Les interventions de maintenance doivent viser à **prolonger la durée de vie** des onduleurs et de leurs batteries.
 - Le titulaire privilégie la **réparation** au remplacement, sauf impossibilité technique dûment justifiée.
3. **Déplacements à faible impact**
 - Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de ses déplacements en optimisant la planification des interventions et en utilisant, lorsque possible, des **véhicules à faibles émissions**.
4. **Traçabilité environnementale**
 - Un **bilan annuel** est transmis à l'acheteur, incluant :
 - les quantités de déchets collectés et leurs filières de traitement,
 - les principales actions mises en œuvre pour réduire l'impact environnemental du service.

Le non-respect des obligations ci-dessus, ou des engagements formulés au mémoire technique, peut donner lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

L'admission sera prononcée par le responsable de maintenance de site (sur délégation du Directeur technique de l'HOPITAL NOVO). L'admission consiste en la constatation du service fait in situ.

Ces vérifications seront faites notamment sur la base des bons d'interventions détaillés mentionnant la nature et l'étendue des prestations réalisées (se référer au CCTP - article 8: « suivi de l'exécution du marché»), ainsi que sur les gammes de maintenance.

Le responsable de maintenance de site pourra demander en présence du titulaire, des essais et contrôles de vérification. En cas de prestation incomplète ou non satisfaisante, les réserves seront mentionnées sur le bon d'intervention avec fixation d'une nouvelle date intervention.

Le responsable de maintenance de site ou le titulaire pourront faire contrôler, à tout moment, les prestations exécutées ou missionner un organisme extérieur de son choix, s'il y a lieu. Les frais résultant de cette disposition sont à la charge exclusive du demandeur.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 48 mois à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies dans les CCTP de la présente consultation.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Le non-respect des délais contractuels d'intervention fixés au marché ou toute prestation ou obligation contractuelle incomplète, pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire fixée comme suit :

- Retard dans le cadre d'une prestation de maintenance préventive

Lorsque le délai maximal contractuel de réalisation de la prestation est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, par jours calendaires de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour calendaire et par équipement.

Dans le cas où la date de la prestation de maintenance préventive a été décalée par le service technique concerné, au regard des besoins du service et que les deux parties se sont entendues sur une date d'intervention ultérieure, alors cette pénalité n'a pas vocation à s'appliquer.

- Retard dans la durée d'intervention

Le retard dans la durée d'intervention à compter de la réception du bon de commande d'intervention donnera lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité forfaitaire de 150 euros par jour calendaire de retard.

En cas d'urgence, la pénalité applicable sans mise en demeure est de 300 euros par jour calendaire de retard.

- Retard pour la fourniture du rapport d'intervention

Le retard dans la fourniture du rapport d'intervention donnera lieu, avec mise en demeure préalable par tous moyens, à l'application d'une pénalité de 100 euros forfaitaire par jour calendaire de retard.

16.2 - Pénalités pour manquements aux obligations d'exécution

Tous manquements, mauvaise exécution des prestations ou non-conformité de prestations constatées par un établissement bénéficiaire du présent marché entraînera l'application de la pénalité forfaitaire de 50 euros par anomalie constatée.

Cette pénalité sera appliquée chaque jour ouvré, de la constatation du manquement jusqu'à la réparation du dommage si l'anomalie empêche le bon fonctionnement du matériel, ou alors cette pénalité sera appliquée une fois à chaque constatation du manquement. Ces différents constats seront établis par l'établissement concerné.

- Une pénalité de 200€ HT dès lors que le nombre de fiches-incidents est supérieur à 5 par établissement ;
- Une pénalité égale à 1% du montant TTC exécuté du marché à la date de constat du non-respect par le titulaire des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles ;
- Une pénalité de 50 € s'applique pour chaque manquement constaté en cas de non-respect des préconisations de sécurité ;
- Une pénalité de 100€ HT par manquement aux engagements prévus au CCTP sur constat.
- Une pénalité de 100€ HT par manquement constaté aux exigences environnementales prévue aux CCAP

Les pénalités pourront être appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date de demande d'intervention et la date réelle d'exécution. Les pénalités seront déduites des mémoires présentés au paiement sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance.

16.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent en la matière.
En cas de différend, seul le CCIRA de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.3 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Lu et approuvé (signature)